

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 45 (1957)

Heft: 852 [i.e. 853]

Artikel: Le droit de la femme à l'égalité politique : (suite)

Autor: Kägi, W.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-269070>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VAUD

Consultation féminine, La Tour-de-Peilz

Le 22 mai 1957 une commission chargée d'étudier une motion socialiste relative au suffrage féminin propose à l'unanimité, de la renvoyer à la Municipalité pour étude et propositions sur l'organisation d'une ou de plusieurs consultations féminines.

Il s'agit pour les autorités de réaliser une œuvre d'information pratique.

C'est pourquoi, le 30 octobre la Municipalité propose d'organiser à l'occasion des élections communales, une consultation féminine sur cette question :

« Auriez-vous désiré participer à l'élection du Conseil communal ? »

L'idée directrice de cette consultation est de proposer ou de promouvoir une votation cantonale précédant ou tout au moins simultanément à la votation fédérale sur le suffrage féminin ; ainsi serait respectée l'idée fédéraliste si chère en Suisse romande.

Ainsi donc les 8, 9 et 10 novembre les femmes de La Tour-de-Peilz sont allées aux urnes !

La première heure connut une affluence record, toutes les 12 secondes un bulletin tombait dans l'urne... on vivait un moment historique !... et de nombreux photographes opéraient. La discipline et l'intérêt des votantes a fait plaisir.

A 15 heures dimanche les cloches annonçaient que les opérations étaient terminées.

Electrices inscrites : 2148 ; bulletins délivrés 1050 ; bulletins rentrés 1049 ; nuls 3 ; blancs 12 ; non 104 ; oui 894 ; participation 48,85 %.

Vu le peu de temps, (huit jours !), qui nous fut donné pour renseigner la population féminine de La Tour-de-Peilz, nous estimons cet essai concluant et nous espérons qu'il engagera les Autorités à poursuivre les démarches ; en tout cas, c'est un pas de plus fait vers l'octroi du droit de vote et d'éligibilité, qui n'est qu'un droit de simple justice.

Gert. Girard.

Regrettable discréption

Les communes vaudoises ont renouvelé leurs autorités communales, Conseils communaux ou Municipalités, les 9 et 10 novembre dernier. Au cours de la campagne, qui a été calme, personne, aucun parti, aucune autorité n'a fait allusion au suffrage féminin, à la nécessité d'associer les femmes, partie intégrante du peuple, à l'administration communale. Personne n'a pensé à cette œuvre d'élémentaire justice. Sauf la commune de La Tour-de-Peilz, qui a consulté, le 10 novembre, ses habitantes. Elle a pu constater que la majorité des votantes a exprimé nettement son désir de participer à la vie communale. Plusieurs votantes, qui ont fait leur devoir, ce 10 novembre, ont exprimé leur déception de ces consultations féminines, partout probantes, et qui n'entraînent aucun résultat pratique, aucun progrès permettant de faire triompher une cause si longuement défendue !

Une motion a été déposée, à la mi-novembre, au Conseil communal du Châtelard-Montreux en vue d'une consultation féminine dans cette commune. Et puis après ? On nous dit bien que c'est une erreur d'instituer le suffrage féminin sur le plan fédéral, ainsi que le proposent le Conseil fédéral et les Chambres, qu'il est préférable de commencer par la commune et par le canton, mais en attendant, aucune commune, aucun canton n'a accordé aux femmes les droits politiques. O. B.

S. B.

Le droit de la femme à l'égalité politique

(suite)

Il n'y pas lieu d'examiner ici en détail l'objection souvent avancée selon laquelle les femmes suisses, ou du moins la grande majorité d'entre elles, ne désirent pas du tout exercer le droit de vote. Même si cette affirmation était exacte en fait, ce qui, du reste est très douteux aujourd'hui (cf. par exemple les résultats de votations préliminaires dans différents cantons !), on pourrait éléver le même argument pour des cercles étendus du « peuple des hommes ». Les statistiques sur la participation aux scrutins et d'autres preuves d'absence d'intérêt pour les questions politiques permettent de supposer que beaucoup d'hommes également ne tiennent pas au droit de vote ou n'y tiennent pas sérieusement. Quoi qu'il en soit, nous n'avons à apprécier ici cette objection que sous l'angle de sa pertinence juridique. Et, à ce point de vue, il n'y a aucun doute : le droit de vote implique toujours également le devoir de voter. Les sanctions de ce devoir peuvent être faibles en droit suisse (parce qu'on redoute avec raison les conséquences d'un vote forcé) ; le principe fondamental n'en demeure pas moins qu'il s'agit là d'une obligation du citoyen libre (une obligation d'organe qu'il doit exercer en tant que membre du peuple), qui a sa source dans le droit public et qui est indépendant de la volonté ou de l'adhésion personnelles du citoyen.

Nos suffragistes à l'œuvre

Conférence annuelle des présidences des sections suffragistes cantonales

Les présidences des sections cantonales se sont réunies à Zurich le 10 novembre sous la ferme présidence de Mlle Dr Bossard de Winterthour. Cette réunion annuelle est pleine d'intérêt et donne la possibilité de débattre librement certaines questions, sans décision définitive à prendre. Les principaux objets des débats furent la diffusion de l'*« Appel »* par les sections, la présence de l'Association pour le suffrage à la Saffa, les possibilités de propagande dans les cantons qui n'ont pas de section, enfin la future formation d'une communauté de travail des associations féminines suisses pour les droits politiques de la femme. La proposition a été faite d'avoir une journée suffragiste à la Saffa.

Communauté de travail pour les droits politiques de la femme

Le 15 novembre, la commission d'étude pour l'introduction du suffrage féminin de l'Alliance des sociétés féminines suisses avait convoqué 96 associations, y compris les centres de liaison, à une réunion à Zurich pour constituer une communauté de travail pour les droits politiques de la femme. De nombreuses délégues avaient répondu à cette convocation. Cette communauté de travail aura pour tâche de préparer le matériel de propagande en vue de la votation fédérale sur le suffrage féminin, d'aider, si c'est nécessaire, les groupements cantonaux, et préparer la formation d'un comité d'action mixte au moment de la campagne fédérale. Mme Schaefer-Rohner a bien voulu accepter la présidence de cette organisation temporaire qui aura une activité importante et immédiate.

Conférence de l'Alliance de Sociétés féminines suisses

L'après-midi de la conférence du 4 novembre à Berne était consacré au suffrage féminin. M^e Quinch espère que le geste d'équité que nous attendons depuis si longtemps sera accompli par les électeurs suisses. Le long retard dont nous souffrons provient sans doute du fait que notre démocratie est née

et s'est développée à une époque où la notion de suffrage universel n'exista pas.

M. le député Vaterlaus (Zurich) qui avait présenté au Conseil des Etats, le 2 octobre, le rapport de la majorité de la commission, a présenté à nouveau son rapport devant l'autorité féminin, cette fois-ci.

BALE

Succès au Conseil bourgeois

Le scrutin positif en faveur du suffrage féminin à Bâle est le premier que l'on puisse enregistrer en Suisse. Le 3 novembre est à marquer d'une pierre blanche.

Les Bâloises qui bénéficieront de la modification constitutionnelle obtenue ne sont que les « bourgeois » des trois communes qui composent le demi-canton de Bâle-Ville et non pas les habitantes suisses.

En effet, à côté du Grand Conseil bâlois, qui est aussi le Conseil municipal, il existe un Conseil bourgeois dont les compétences s'étendent à l'administration de l'hôpital, de l'orphelinat, de l'assistance aux « bourgeois » nécessiteux et de la fortune d'un certain nombre de fondations.

Ce Conseil est élu tous les quatre ans, les femmes pourraient participer à cette élection et on pourrait y élire des femmes.

Pourquoi employer des conditionnels, puisque les électeurs bourgeois ont accepté cette modification constitutionnelle ? Parce qu'il ne s'agit encore que de la constitution, d'une modification théorique. Dans chacune des communes bourgeois, il faudra encore poser la question sur le plan communal et il paraît que les choses peuvent traîner encore jusque vers 1961.

Il s'agit ici d'une victoire sur l'échelon le plus bas que l'on puisse trouver en Suisse, mais c'est une victoire tout de même. Une hirondelle ne fait pas le printemps dit-on. Mais on dit aussi que la colombe de l'arche avait apporté un rameau d'olivier, il était bien la preuve que la vie reprenait sur la terre. Ce petit rameau d'olivier annonce une orientation nouvelle de l'opinion masculine. D'autant plus que dans tous les locaux de vote, les oui ont été plus nombreux que les non. Majorité positive partout. Et ceci console du fait que le tiers seulement des électeurs s'étaient dérangés. Ceux qui sont venus avaient la ferme intention de donner aux femmes les droits qu'elles réclament. Qu'ils en soient remerciés.

NEUCHATEL

La présidence cantonale de la section neuchâteloise du suffrage féminin passe du bas vers le haut

En effet Mme Gallino de Neuchâtel a passé la présidence à Mme Quaile de La Chaux-de-Fonds. Celle-ci a été élue samedi 23 novembre à l'unanimité. Mme Ph. Cornuz la seconde comme secrétaire et Mme Christian en tant que caissière.



et ne sont pas chers du tout

de importance pour le développement de notre Etat. Ses idées furent soutenues par M. Gressly des Soleure.

Une discussion animée suivit. Il est question de publier les exposés entendus lors de ces deux journées. Nul doute que cette documentation ne soit fort utile pendant la campagne fédérale qui s'annonce.

contradiction doit être résolue clairement, et dans le sens de l'admission de l'égalité politique de la femme. Comme déjà exposé, il ne s'agit pas là simplement d'une exigence politique de lege ferenda, mais d'une nécessité imposée par l'application logique de notre ordre juridique fondamental.

c) Nous n'avons pas à nous prononcer dans cet avis de droit sur la manière dont l'égalité politique de la femme doit être introduite dans notre droit. A ce propos, il faut toutefois rapidement examiner le problème suivant : l'égalité politique de la femme peut-elle être proclamée simplement par une nouvelle interprétation de la Constitution, en particulier de l'art. 74 CF ? La question peut, en effet, se poser, du moment que, pour d'autres articles de la Constitution, l'interprétation généralement admise inclut la citoyenne suisse, ou la Suisse, dans les termes « citoyen suisse » ou « Suisse » ? Cette solution a déjà été mentionnée et elle a trouvé des défenseurs⁶³.

Cette thèse nous paraît toutefois mal fondée en droit et politiquement inopportune. Nous sommes régis par une Constitution écrite et « fixe », et il est nécessaire dès lors de procéder à une revision partielle formelle de notre Constitution⁶⁴.

⁶³ L. Jenny, Selon l'ordre juridique existant les droits civiques appartiennent-ils aux femmes suisses ou non ? 1928, p. 23 et s. Cf. aussi Z. Giacometti, Kant, Staatsrecht, 189, rem. 18.

⁶⁴ Z. Giacometti, Bundesstaatsrecht, p. 432 et s., 408, rem. 18; Auslegung der schweiz. Bundesverfassung, diss. zur. 1954, p. 143 et s.; Message du C.F. du 2.2.1951, FF 1951 I 341.

(à suivre)

W. Kägi.

LE BAUME DU CHALET

en friction et massages
PREVENT — COMBAT — SOULAGE
BRONCHITES — RHUMES
Crevasses — Engelures
Fr. 1.85 le tube
Vente en pharmacies et drogueries

TOUX et MAUX DE GORGE

Prenez la

POTION FINCK

(formule du Dr. Bischoff)

En vente à la PHARMACIE FINCK & Cie

26, rue du Mont-Blanc, Genève
au prix de Fr. 1.90 Tel. 32 7115

FRIBOURG

Statut juridique (Suite de la page 1.)
saines devraient être supprimées ; la subordination devrait faire place à la coordination. Cette réforme grandirait la femme aux yeux de son mari et l'égalité qui lui serait conférée contribuerait à conserver l'union conjugale.

Nous laisserons de côté, dans la conférence de M. Isele, professeur à l'Université, ce qui a trait à la situation de la femme dans l'Eglise, mais nous retiendrons ce qu'il a dit sur la situation dans la paroisse. Celle-ci n'est pas une institution de droit ecclésiaistique, mais de droit public, donc on ne peut fonder l'exclusion de la femme du droit de vote, ni constitutionnellement ni fonctionnellement.

Le droit de vote des femmes fut traité en colloque, par plusieurs orateurs. M. Darbelley, professeur à l'Université, affirma que le droit de vote est fonction de la démocratie et que l'activité civique est une fonction de la



LE ROSEY

ROLLE (Hiver à Gstaad)

Institut international de jeunes gens
(9 à 18 ans)

nature sociale de l'homme et de la femme.

M. le professeur Oswald, ancien recteur ne va pas si loin, mais il reconnaît la nécessité d'accorder un droit de regard des femmes dans les affaires publiques. Le juge cantonal Meyer voit dans le droit de vote une fonction importante de la communauté helvétique, les femmes devraient le posséder. Mlle Borsinger, (Bâle), demande instamment l'introduction des droits civiques féminins, en s'appuyant sur l'aspect chrétien du problème. M. Wick, conseiller national, veut accorder la situation que la femme mérite en tant que femme, il demande qu'on distingue entre le droit de vote et l'éligibilité et qu'on tienne compte de notre système de démocratie directe.

Mme Y. Darbre (Lausanne) releva surtout qu'on doit se mettre sans délai à former les femmes pour la vie civique et politique. Or, tant que l'opinion publique va répétant que les femmes ne doivent pas s'occuper de politique, on ne peut préparer les citoyennes à leur tâche future, qui pourtant aura une gran-

de importance pour le développement de notre Etat. Ses idées furent soutenues par M. Gressly des Soleure.

Une discussion animée suivit. Il est question de publier les exposés entendus lors de ces deux journées. Nul doute que cette documentation ne soit fort utile pendant la campagne fédérale qui s'annonce.

contradiction doit être résolue clairement, et dans le sens de l'admission de l'égalité politique de la femme. Comme déjà exposé, il ne s'agit pas là simplement d'une exigence politique de lege ferenda, mais d'une nécessité imposée par l'application logique de notre ordre juridique fondamental.

c) Nous n'avons pas à nous prononcer dans cet avis de droit sur la manière dont l'égalité politique de la femme doit être introduite dans notre droit. A ce propos, il faut toutefois rapidement examiner le problème suivant : l'égalité politique de la femme peut-elle être proclamée simplement par une nouvelle interprétation de la Constitution, en particulier de l'art. 74 CF ? La question peut, en effet, se poser, du moment que, pour d'autres articles de la Constitution, l'interprétation généralement admise inclut la citoyenne suisse, ou la Suisse, dans les termes « citoyen suisse » ou « Suisse » ? Cette solution a déjà été mentionnée et elle a trouvé des défenseurs⁶³.

Cette thèse nous paraît toutefois mal fondée en droit et politiquement inopportune. Nous sommes régis par une Constitution écrite et « fixe », et il est nécessaire dès lors de procéder à une revision partielle formelle de notre Constitution⁶⁴.

⁶³ L. Jenny, Selon l'ordre juridique existant les droits civiques appartiennent-ils aux femmes suisses ou non ? 1928, p. 23 et s. Cf. aussi Z. Giacometti, Kant, Staatsrecht, 189, rem. 18.

⁶⁴ Z. Giacometti, Bundesstaatsrecht, p. 432 et s., 408, rem. 18; Auslegung der schweiz. Bundesverfassung, diss. zur. 1954, p. 143 et s.; Message du C.F. du 2.2.1951, FF 1951 I 341.

(à suivre)

W. Kägi.